



# UN Programme of Action Reporting Tool

France

2014

## SECTION 1: POINTS OF CONTACT

### Sources National Coordination Agency

PoA II.4 1. Has your country established a National Coordination Agency or other body responsible for policy guidance, research and monitoring of efforts to prevent, combat and eradicate the illicit trade in SALW in all its aspects?

### Sources National Point of Contact

PoA II.5, 24 2. Does your country have a National Point of Contact designated to act as a liaison on matters relating to the implementation of the UN Programme of Action on Small Arms (PoA)?

2.1. Details:

- a) Name : BUFALA Manuel
- b) Organization or agency : Ministère des Affaires étrangères - direction des Affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement, sous-direction du contrôle des armements et de l'OSCE
- c) Address : 37, quai d'Orsay
- d) Telephone number(s) : +33.1.43.17.40.70
- e) Fax number : +33.1.43.17.49.52
- f) Email : Patrick.lemenes@diplomatie.gouv.fr

ITI 25 2.2 Is the National Point of Contact identified above also responsible for exchanging information and liaising on matters relating to the International Tracing Instrument (ITI)?

GGE Report para 63(ix) 3. Is the National Point of Contact identified above in either Q. 2 or 2.3 also responsible for exchanging information and liaising on matters relating to brokering in SALW?

## SECTION 2: MANUFACTURE

### Sources Laws, regulations and administrative procedures

PoA II.2 4. Are there any SALW manufactured in your country?

4.1. Does your country have laws, regulations and/or administrative procedures to exercise effective control over the manufacture of SALW?

4.1.1 List laws, regulations and/or administrative procedures regulating the manufacture of SALW in your country

Les principaux textes encadrant ses activités sont les suivantes : • Loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif (qui a abrogé l'ordonnance n° 2004-1374 du 20 décembre 2004); • Décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif ; • Code de la défense (articles L 2331-1 à L 2342-7) ; • Code de la sécurité intérieure (articles L 311-1 à L 317-12). Le dispositif français repose sur le principe général de prohibition de fabrication et de commerce des matériels de guerre, armes et munitions. Ainsi, toute personne, physique ou morale, qui souhaite fabriquer, faire commerce ou se livrer à une activité d'intermédiation de matériel, armes et munitions de guerre ou d'armes et de munitions de défense doit en faire la demande auprès du ministère de la défense. L'instruction de cette demande donne lieu à une enquête d'honorabilité et peut donner lieu à une vérification sur place du respect des conditions de stockage des biens. L'autorisation de fabrication, de commerce ou d'intermédiation (AFCI) est délivrée par le ministre de la défense pour une période maximale de 5 ans (renouvelable). L'exercice de cette activités est soumise à conditions et s'exerce sous le contrôle de l'Etat. Cf. Loi n°2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif et son décret d'application (Décret 2013-700 du 30 juillet 2013). Le code de la défense classe les matériels en 4 catégories (A à D) en fonction de leur sensibilité. Par ailleurs, le texte énonce les principes applicables à l'acquisition, la détention, la fabrication et le commerce des armes et matériels de guerre selon la catégorie. Le régime des exportations et des importations y est également défini dans son principe. Il fixe les infractions et les sanctions pénales ou administratives punissant les manquements aux obligations qu'il édicte. Il n'existe pas encore en France de définition légale et/ou réglementaire des armes légères et de petit calibre.

4.1.2. Does your country license the manufacture of SALW?

PoA II.3 4.1.3. Is illegal manufacture of SALW considered a criminal offence in your country?

### Sources Marking at manufacture

PoA II.7; ITI 8a 4.2. Does your country require that SALW be marked at the time of manufacture?

ITI 8a 4.2.1. What information is included in the marking (check relevant boxes)?

- a) Name of the manufacturer
- b) Country of manufacture

- 
- c) Serial number
- d) Year of manufacture
- e) Weapon type/model
- f) Caliber
- g) Other

Les armes à feu font également l'objet avant leur mise sur le marché de l'apposition de poinçons d'épreuves. Les armes à feu appartenant à l'Etat font, en outre, l'objet en cas de cession, d'un marquage portant l'indication de cette cession. Enfin, les munitions destinées à des armes à feu sont égal

ITI 10a

**4.2.2. What part of the SALW is marked?**

Les éléments de marquage sont frappés à froid par le constructeur au moment de la fabrication. Conformément aux dispositions du Décret 2013-700 du 30 juillet 2013, le marquage doit est apposé sur un ou plusieurs éléments essentiels de l'arme et doit être lisible sans démontage de celle-ci. Le numéro de série doit au moins être apposé sur la carcasse de l'arme.

**4.2.3 Are there exceptions to the requirement to mark SALW at the time of manufacture?**

No

**Sources Record-keeping by manufactures**

PoA II.9; ITI 11

**4.3. Does your country require that manufacturers keep records of their activities?**

Yes

ITI 12a

**4.3.1. What information must be recorded (check relevant boxes)?**

- a) Quantity of SALW manufactured
- b) Type or model of SALW manufactured
- c) Markings applied to manufactured SALW
- d) Transactions (e.g. sales of manufactured and marked SALW)
- e) Other

Le registre spécial tenu jour par jour par le fabricant, commerçant ou intermédiaire d'armes inscrit contient les informations relatives à chaque matériel, élément d'arme ou arme mis en fabrication, réparation, transformation, acheté, vendu, loué ou détruit.

ITI 12a

**4.3.2. How long must manufacturing records be kept?**

Indefinitely

**Sources Actions taken during the reporting period**

PoA II.6

**4.4. During the reporting period, was action taken against groups or individuals engaged in illegal manufacturing of SALW (e.g. prosecution)?**

No

**International assistance**

PoA III.6

**5. Does your country wish to request assistance in developing laws, regulations and/or administrative procedures regarding SALW manufacture?**

No

**SECTION 3: INTERNATIONAL TRANSFERS**

**Sources Laws, regulations and administrative procedures**

PoA II.2, 12

**6. Does your country have laws, regulations or administrative procedures to exercise effective control over the export, import, transit or retransfer of SALW?**

Yes

PoA II.11

**6.1. List laws, regulations or administrative procedures to exercise effective control over the export, import, transit or retransfer of SALW.**

Les armes légères et de petit calibre (ALPC) sont soumises, selon leur type, à la réglementation applicable pour l'exportation et l'importation de matériels de guerre et assimilés ou à la réglementation relative aux armes à feu. Remarque: Pour la nomenclature des armes et leur classification voir la Loi n°2012-304 du 6 mars 2012 "relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif" (et son décret d'application: Décret n°2013-700 du 30 juillet 2013); l'arrêté du 27 juin 2012 modifié par l'arrêté de 7 mars 2013 qui fixe la liste des matériels de guerre et assimilés; et les articles 1 et 2 du Décret n°2014-62 du 28 janvier 2014 pour les armes à feu et munitions. 1 ) Le régime applicable pour l'exportation et l'importation de matériels de guerre, armes et munitions ainsi que pour les transferts de produits liés à la défense est fixé par la Code de la défense et plus particulièrement: - le Chapitre V du Titre III du Livre III de la seconde partie législative du Code de la défense (articles L2335-I à L2335-19) tel que modifié par la loi n°2011-702 du 22 juin 2011 "relative au contrôle des importations et des exportations de matériels de guerre et de matériels assimilés, à la simplification des transferts des produits liés à la défense et aux marchés de défense et de sécurité"; - le Chapitre V du Titre III du Livre III de la seconde partie réglementaire du code de la défense (article R2335-I à R2335-46) tel que modifié par le Décret n°2012-901 du 20 juillet 2012 relatif aux importations et aux exportations hors du territoire de l'Union Européenne de matériels de guerre, armes et munitions et de matériels assimilés et aux transferts intracommunautaires de produits liés à la défense. L'exportation à destination d'Etats tiers à l'Union européenne et le transfert à destination d'Etats membres de l'Union européenne de matériels de guerre et de matériels assimilés nécessite une autorisation préalable (licence d'exportation et licence de transfert) accordée par le Premier ministre - à l'issue d'une procédure interministérielle - puis notifiée par le ministre chargé des douanes . Les demandes de licence d'exportation et de transfert font l'objet d'un examen par la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG), placée auprès du Premier ministre et composée de représentants de différents ministères dont ceux de la défense, des affaires

étrangères et de l'économie et des finances qui ont voix délibérative. Elle apprécie les projets d'exportation en tenant compte de plusieurs critères dont ceux définis par la position commune européenne 2008/944/PESC du 8 décembre 2008 « définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires ». Afin de vérifier que les opérations réalisées sont bien conformes aux autorisations accordées, un contrôle a posteriori a été mis en place en juin 2012. Il s'agit d'un contrôle sur pièces et sur place effectué par des agents du ministère de la défense dans les locaux des entreprises exportatrices. Depuis le 30 juin 2012, ces entreprises sont également tenues de faire parvenir au ministère de la défense des comptes rendus semestriels récapitulant leurs commandes et leurs expéditions de matériels. Cf. Arrêté du 30 novembre 2011 "fixant l'organisation du contrôle sur pièces et sur place effectué par le ministère de la défense". L'importation de matériels de guerre sur le territoire français en provenance d'un Etat tiers à l'Union Européenne nécessite également une autorisation préalable. Elle est accordée par le ministre chargé des douanes après avis - en fonction de leurs attributions respectives - du ministre de la défense, du ministre de l'intérieur ou du ministre des affaires étrangères. La délivrance des autorisations d'importation tient essentiellement compte de critères liés au maintien de la sécurité publique et au respect des mesures de sanction internationales et européennes (embargo sur les armes à l'exportation et à l'importation). 2) S'agissant des exportations et des importations d'armes à feu et munitions à usage civile, la France applique les nouvelles dispositions introduites par le Règlement (UE) n°258/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 portant application de l'article 10 du protocole des Nations unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu. Le décret n°2014-62 du 28 janvier 2014 pris en application de ce règlement européen soumet l'exportation à destination de pays tiers à l'Union européenne d'armes à feu, munitions et leurs éléments à autorisation préalable. La délivrance - par les douanes - de cette autorisation d'exportation est subordonnée à la présentation de l'autorisation d'importation dans le pays tiers de destination et, le cas échéant, à la non-objection des pays tiers de transit.

## Licensing and authorisation

PoA II.11	<b>6.2. Does a person or an entity who transfers SALW require a licence or other form of authorisation to transfer SALW from/into your country?</b>	Yes ▼
PoA II.3	<b>6.3. Is it a criminal offence to trade SALW without a licence or authorisation, or to do so in a manner that is in contradiction to the terms of a licence or authorisation, in your country?</b>	Yes ▼
PoA II.11	<b>6.4. Name the relevant international commitments that your Government applies or considers when assessing an application for export authorisation.</b>	
	<p>es régimes de sanction et mesures restrictives imposés par le Conseil de sécurité des Nations unies, l'Union Européenne et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE); - les instruments internationaux liés au désarmement, au contrôle et à la maîtrise des armements auxquels la France est partie dont, notamment le Traité sur le commerce des armes (non encore en vigueur), la Convention d'interdiction des mines antipersonnels, la Convention d'interdiction des armes à sous-munitions ou encore la Convention d'interdiction de certaines armes classiques; - les régimes de fournisseurs dont la France est membre dont, notamment, l'Arrangement de Wassenaar; - les instruments du droit européen définissant des règles communes ou réglementant le commerce d'équipements militaires dont, plus particulièrement: la Position commune 2003/467 du 23 juin 2003 sur le contrôle du courtage en armement; la Position commune 2008/944/PESC du 8 décembre 2008 définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires; la Directive 2009/43/CE du 6 mai 2009 simplifiant les conditions de transferts de produits liés à la défense dans la Communauté européenne; la Directive 91/477/CEE du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes (amendée par la Directive 2008/51/CE du 21 mai 2008), la Directive 93/15/CEE du 5 avril 1993 relative à la mise sur le marché et au contrôle des explosifs à usage civil, et Règlement n°258/2012 (UE) du Parlement et du Conseil du 14 mars 2012 portant application de l'article 10 du protocole des Nations unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions.</p>	
	<b>6.5. What kind of documentation does your country require prior to authorising an export of SALW to another country?</b>	
PoA II.12	<b>a) An end-user certificate (EUC) from the importing country</b> <b>i) What elements does an end-user certificate in your country contain (check relevant boxes)?</b> 1) Detailed description (type, quantity, characteristics) of the SALW or technology <input checked="" type="checkbox"/> 2) Contract number or order reference and date <input checked="" type="checkbox"/> 3) Final destination country <input checked="" type="checkbox"/> 4) Description of the end-use of the SALW <input checked="" type="checkbox"/> 5) Exporter's details (name, address and business name) <input checked="" type="checkbox"/> 6) End-user information (name, position, full address and original signature) <input checked="" type="checkbox"/> 7) Information on other parties involved in the transaction <input type="checkbox"/> 8) Certification by the relevant government authorities of the authenticity of the end-user <input type="checkbox"/> 9) Date of issue <input checked="" type="checkbox"/> 10) Other <input type="checkbox"/> <b>b) Other types of end-user documentation</b> Pour les armes à feu et munitions à usage civil couvertes par le Décret 2014-62 du 28 janvier 2014, la délivrance des licences d'exportation est subordonnée à la présentation de l'autorisation d'importation du pays tiers importateur.	Yes ▼
	<b>6.6. When exporting, does your country places any restriction on re-export of SALW?</b>	Yes ▼
	<b>If so, what are the restrictions placed on re-export?</b>	--- Select --- ▼
	<b>a) Re-export permitted only when there is prior notification</b>	Yes ▼
	<b>b) Re-export permitted only when there is prior approval</b>	Yes ▼
PoA II.12	<b>6.7. Does your country verify or seek to authenticate EUCs or other types of end-user documentation provided?</b>	Yes ▼
	<b>6.7.1 Details:</b>	
	<b>6.8. Does your country have measures in place aimed at preventing the forgery and misuse of EUCs or other types of end-user documentation?</b>	Yes ▼
	<b>6.8.1 Details:</b>	

6.9. Does your country permit the export of SALW without a licence or under simplified procedure under certain circumstances? Yes ▼

6.9.1 If so, under what circumstances?

- a) Peacekeeping
- b) Temporary exports
- c) Equipment needed for training exercises
- d) Equipment needed for repair
- e) Delivery of spare parts
- f) Other

## Post-delivery controls

6.10. When exporting, does your country require a Delivery Verification Certificate (DVC) to confirm that SALW have reached their intended end-user or intended importer in the importing State? --- Select --- ▼

6.11. After exporting, does your country verify or seek to authenticate DVCs provided? Yes ▼

6.11.1 Details

La France n'exige pas à proprement parler de "certificat de vérification de livraison" mais a mis en place des procédures visant à s'assurer de l'arrivée à destination des équipements exportés. Ainsi, conformément aux dispositions du Code de la Défense, l'exportation de matériels de guerre et assimilés à destination d'un Etat non membre de l'Union Européenne fait l'objet d'une procédure destinée à vérifier l'arrivée de ces biens à destination. S'agissant de l'exportation d'armes à feu et munitions (couvertes par les dispositions du Décret n°2014-62), l'administration des douanes peut demander à l'exportateur un justificatif de la réception par le destinataire des armes à feu et munitions. Cette preuve d'arrivée à destination est délivrée par les services des douanes du pays importateur.

6.12. When importing, does your country grant the right to the exporting State to conduct a physical check at the point of delivery? No ▼

## Sources Marking at import

ITI 8b

6.13. Does your country require that SALW imported into your country be marked at the time of import? Yes ▼

6.13.1. Who is required to mark the SALW?

Le fabricant et à défaut l'importateur

6.13.2. What information is included in the marking on import (check relevant boxes)?

- a) Country of import
- b) Year of import
- c) Other

Autres renseignements conformes (voir réponse 4.2.1.)

6.13.3. Are there exceptions to the requirement to mark imported SALW? No ▼

6.13.4. If marked SALW imported into your country do not bear a *unique* marking when they arrive, does your country require that they be given such a marking? Yes ▼

6.13.4.1 Details:

Par l'importateur

## Sources Record Keeping

PoA II.9; ITI 12

6.14. Does your country require that exporters and importers of SALW keep records of their activities? Yes ▼

6.14.1. What information must be recorded (check relevant boxes)?

- a) Quantity of SALW traded
- b) Type or model of SALW traded
- c) Markings appearing on transferred SALW
- d) Transactions 
  - i) Identity of buyer/seller
  - ii) Country SALW are to be delivered to or purchased from
  - iii) Date of delivery
- e) Other

6.14.2. How long must records of transfers be kept?  
10 ans

Other ▼

### Sources Actions taken during the reporting period

PoA II.6 6.15. During the reporting period, was action taken against groups or individuals engaged in transferring SALW illegally (e.g. prosecution)? No ▼

### International assistance

PoA III.6 7. Does your country wish to request assistance in developing laws, regulations or administrative procedures to exercise effective control over the export, import, transit or retransfer of SALW? No ▼

## SECTION 4: BROKERING

### Sources Laws, regulations and administrative procedures

PoA II.14 8. Does your country have laws, regulations and/or administrative procedures governing brokering of SALW? Yes ▼

8.1. List laws and/or administrative procedures regulating SALW brokering in your country.

Les modalités de contrôle applicable aux activités de courtage sont définies par le Décret 2013-700 du 30 juillet 2013. Dans sa forme actuelle, ce contrôle porte sur les intermédiaires en armement dont l'activité est soumise à déclaration auprès du préfet. Les intermédiaires doivent également obtenir une autorisation (délivrée par le ministère de la défense) pour exercer leur activité. Enfin, ils sont tenus de tenir un registre de leurs activités et opérations. Un projet de loi visant à soumettre les opérations d'intermédiation à autorisation préalable a été élaboré. Il sera prochainement déposé devant l'Assemblée Nationale pour examen.

8.1.1 Are those laws and procedures part of the national arms export control system? Yes ▼

8.2. Does your country require registration of SALW brokers? Yes ▼

8.3 Does your country require a licence, permit or other authorisation for each brokering transaction? No ▼

8.4 Does your country have measures to validate the authenticity of documentation submitted by the broker? Yes ▼

8.4.1 Describe those measures.

L'activité des courtiers fait l'objet d'un contrôle. Ils sont notamment tenus de tenir des registres de leurs opérations et d'adresser au ministère de la défense des compte-rendus semestriels d'activités.

8.5 Is it a criminal offence in your country to engage in a SALW brokering transaction without a licence or authorisation, or to do so in a manner that is in contradiction to the terms of a license or authorisation? Yes ▼

8.6 Does your country allow for sharing with other States such information as the disbarment of brokers and revocation of registration? --- Select --- ▼

8.7 Does your country regulate activities that are closely associated with the brokering of SALW? No ▼

8.8 What penalties or sanctions does your country impose for illegal brokering activities?

### Sources Actions taken during the reporting period

8.9 During the reporting period, was action taken against groups or individuals engaged in illegal brokering (e.g. prosecution)? No ▼

### International assistance

PoA III.6 9. Does your country wish to request assistance in developing laws, regulations or administrative procedures to regulate SALW brokering? No ▼

## SECTION 5: STOCKPILE MANAGEMENT

## Sources Laws, regulations and administrative procedures

PoA II.17 10. Does your country have standards and procedures relating to the management and security of SALW held by the armed forces, police or any other entity authorised to hold SALW? Yes ▾

PoA II.17 10.1. If so, which of the following provisions are included in these standards and procedures (check relevant boxes)?

- a) Appropriate locations for stockpiles
- b) Physical security measures
- c) Control of access to stocks
- d) Inventory management and accounting control
- e) Staff training
- f) Security, accounting and control of SALW held or transported by operational units or authorised personnel
- g) Procedures and sanctions in the event of theft or loss
- h) Other

Au sein du Ministère de la Défense, les dispositifs de sécurité font l'objet d'un contrôle régulier de bon fonctionnement. Le personnel de surveillance assure la protection statique. Une équipe de garde effectue une protection dynamique (groupes cynophiles). En dehors du Ministère de la Défense, la

## Sources Surplus

PoA II.18 10.2. Are there systems in place to conduct reviews of SALW stocks held by armed forces, police and other authorised entities to identify surplus or obsolete SALW? Yes ▾

10.3. How often/frequently are these reviews conducted?

Le stock présent couvre les besoins connus, actuels et futurs des armées, des forces de sécurité publique et des réserves, y compris les armes conservées en vue du remplacement des armes en service. On peut donc considérer que les armes en surplus sont celles qui ne peuvent être incluses dans aucun des stocks précédents. Seules les armes réformées ou saisies et en attente de destruction ou de cession appartiennent à cette catégorie.

PoA II.18 10.4. When stocks are identified as surplus, what actions does your country take with regard to the surplus (check relevant boxes)?

- a) Officially declare as surplus
- b) Take out of service
- c) Record by type, lot, batch, and serial number
- d) Store separately
- e) Other

10.5. In disposing of the surplus stocks, which of the following methods may be used (check relevant boxes)?

- a) Destruction
- b) Sale to another State
- c) Donation to another State
- d) Transfer to another state agency
- e) Sale to civilians
- f) Sale or transfer to legal entities (e.g. museums, private security companies, etc.)
- g) Other

10.5.1. If (a) Destruction is checked for Q.10.5, which of the following methods are used (check relevant boxes)?

- i) Burning or melting
- ii) Open-pit detonation
- iii) Cutting/shredding
- iv) Bending/crushing
- v) Dumping at sea
- vi) Burial on land
- vii) Other

**Sources**      **Actions taken during the reporting period**

- PoA II.19      **10.6. During the reporting period, has your country destroyed surplus stocks?**      Yes ▼
- PoA II.20      **10.6.1. How many SALW were destroyed? Include details on destruction.**  
Année 2012 : 12532 (données transmises à l'OSCE) Les ALPC sont détruites par un établissement de la Défense, un fabricant titulaire d'une autorisation de fabrication ou un service du ministère de l'Intérieur.
- PoA II.20      **10.6.2 Were any of these destruction activities carried out in public?**      No ▼
- PoA II.20      **10.6.3. Any further comments regarding destruction?**  
La destruction d'ALPC doit respecter une procédure réglementaire très précise afin : - d'éviter tout détournement d'armes ou de pièces d'armes au cours du processus de destruction; - de garantir que toute arme entrant dans ce processus est effectivement complètement détruite; - d'obtenir la liste précise des types et numéros de série des armes détruites consignée dans un procès-verbal de destruction dont l'exactitude est garantie. Ainsi, chacune des étapes de destruction fait l'objet d'un suivi sur documents comptables et chaque opération est effectuée sous la surveillance d'une personne accréditée qui certifie que l'opération dont elle assure le contrôle a effectivement été réalisée. Lorsque la destruction est réalisée dans le secteur privé, le contrôle de la destruction est exercé par la Direction générale de l'armement et par la brigade de gendarmerie départementale territorialement compétente. Les méthodes de destruction respectent les législations et réglementations européenne et nationale sur la protection de l'environnement et permettent le recyclage de la plupart des métaux et matières plastiques.

**International assistance**

- PoA II.29; III.6      **11. Does your country wish to request assistance in developing standards and procedures on stockpile management?**      No ▼
- PoA III.6; 14      **12. Does your country wish to request assistance in developing capacity for the destruction of weapons?**      No ▼

**SECTION 6: CONFISCATION, SEIZURE & COLLECTION****Sources**      **Confiscation and seizure**

- PoA II.23 a      **13. During the reporting period, has your country found, seized or confiscated any SALW under its jurisdiction?**      Yes ▼
- PoA II.23a      **13.1 How many SALW were found, seized or confiscated?**  
Année 2012 : 6965 (données transmises à l'OSCE) Année 2011 : 26591 (données transmises à l'OSCE)
- PoA II.16      **13.2. What action was taken with respect to the SALW found, seize or confiscated (check relevant boxes)?**
- a) Stored securely pending further action
  - b) Marked
  - c) Registered or recorded
  - d) Destroyed
  - e) Other

**Sources**      **Collection**

14. During the reporting period, did your country collect any SALW?      No ▼

**International assistance**

- PoA III.6      **16. Does your country wish to request assistance in building capacity for confiscation and seizure of the illicit SALW?**      No ▼

## SECTION 7: MARKING AND RECORD KEEPING

### Sources Marking

- PoA II.8 17. Does your country enforce measures to prevent the manufacture, stockpiling, transfer and possession of any unmarked or inadequately marked SALW?
- 17.1. Details
- ITI 8d 18. Does your country take measures to ensure that all SALW in the possession of government armed and security forces for their own use are duly marked?
- 18.1. Describe the markings that are applied to government-held stocks.  
Cf. réponses aux chapitre 2 sur la fabrication.
- ITI 8c 18.2. When government stocks are transferred to civilians or private companies in your territory, are such stocks marked to indicate that your government transferred the stocks?
- ITI 8e 19. Does your country encourage manufacturers of SALW to develop measures against the removal or alteration of markings?
- 19.1 Details

### Record-keeping

- PoA II.9 20. Does your country have standards and procedures related to keeping of records for all marked SALW in its territory?
- 20.1. What records relating to SALW are kept by the State (e.g. manufacturing, brokering, import and export licences granted, sales to other States, SALW held by State agencies such as the armed forces etc)?  
Cf. réponses aux chapitres sur la fabrication, les transferts et mesures de stockage.
- ITI 12 a,b 20.2. How long does the government keep such records?
- ITI 13 20.3. In the event that they go out of business, are companies engaged in SALW activities (e.g. manufacturing, importing, exporting etc) required to submit all records held by them to the government?

### International assistance

- PoA III.6, ITI 27 21. Does your country wish to request assistance in building capacity for record-keeping?

## SECTION 8: INTERNATIONAL TRACING

### Sources Laws, regulations and administrative procedures

- PoA II.10; ITI 14, 24 22. Does your country have procedures in place to trace SALW?

### Sources Tracing requests

- 22.1 Has your country ever issued an international tracing request regarding SALW?
- ITI 25; 31a 22.2. Which government agency is responsible for making a tracing request to another country?  
La direction centrale de la police judiciaire - Bureau Central National Interpol (DCPJ-BCN Interpol)
- ITI 17 22.3. What information does the designated agency include in a tracing request? (check relevant boxes)
- a) Circumstances under which the SALW was found
- b) Reasons why the SALW is considered to be



- illegal or illicit
- c) The intended use of the information being sought
- d) Any markings on the SALW
- e) Type/calibre of SALW
- f) Other  Toute information pertinente

ITI 15 **22.4. When receiving information related to SALW as a result of your country's tracing request, does your country have procedures in place to ensure that all restrictions placed on its use are respected, and the confidentiality of such information is guaranteed?** Yes ▼

### Sources Responses for tracing requests

**22.5. Which government agency is responsible for responding to a tracing request from another country?**  
 La direction centrale de la police judiciaire - Bureau Central National Interpol (DCPJ-BCN Interpol)

**22.6. During the reporting period, how many tracing requests did your country receive?**

ITI 22 **22.7. During the reporting period, did your country delay, restrict or refuse tracing requests?**

- Delayed
- Restricted
  - On what grounds?**
  - i) Release of the information would compromise ongoing criminal investigations
  - ii) Violate legislation providing for the protection of confidential information
  - iii) Requesting State cannot guarantee the confidentiality of the information
  - iv) Reasons of national security consistent with the Charter of the United Nations
- Refused

### Sources Cooperation with INTERPOL

PoA II.37; ITI 33 **23. During the reporting period, has your country cooperated on the issue of tracing SALW with the International Criminal Police Organization (INTERPOL) ?** Yes ▼

- ITI 35a **23.1 If so, in which areas?**
- a) Facilitation of tracing operations conducted within the framework of the ITI.
  - ITI 35b b) Investigations to identify and trace illicit SALW.
  - ITI 35c c) Building national capacity to initiate and respond to tracing requests.

PoA III.9 **23.2. Does your country use the INTERPOL's Firearms Tracing System (formerly known as IWeTS) for tracing SALW?** Yes ▼

### International assistance

PoA II.36; III.6; ITI 27 **24. Does your country wish to request assistance in developing procedures to trace SALW?** No ▼

PoA III.10; ITI 28 **25. Has your country considered providing assistance to examine technologies to improve the tracing and detection of illicit SALW?** No ▼

### SECTION 9: INTERNATIONAL COOPERATION & ASSISTANCE

### Sources Assistance requested / received / provided

PoA III.3, 6 **26. During the reporting period, in addition to the assistance requested/received mentioned in the Sections 2-8 above, has your country requested / received / provided assistance to implement the PoA and ITI?** Yes ▼

- PoA III.16, PoA III. 6, PoA III.7, PoA III.18, PoA III. 15 **26.1 If so, in what areas (check relevant boxes)?**
- a. Establishing/designating National Coordination Agency/National Point of Contact Provided ▼

a) Nature of the assistance:

i) financial

ii) technical

b) Amount of assistance provided/received (if financial):

c) Description of the assistance activity:

d) Duration of the assistance provided/received:

e) State(s) or organization(s) that provided/received the assistance:

b. Disarmament, demobilization and reintegration (DDR)

a) Nature of the assistance:

i) financial

ii) technical

b) Amount of assistance provided/received (if financial):

c) Description of the assistance activity:

d) Duration of the assistance provided/received:

e) State(s) or organization(s) that provided/received the assistance:

c. Capacity-building and training on SALW issues

a) Nature of the assistance:

i) financial

ii) technical

b) Amount of assistance provided/received (if financial):

c) Description of the assistance activity:

d) Duration of the assistance provided/received:

e) State(s) or organization(s) that provided/received the assistance:

d. Law enforcement

e. Customs and borders

f. Action-oriented research

g. Children/youth

h. Awareness-raising

a) Nature of the assistance:

i) financial

ii) technical

b) The amount of assistance provided/received (if financial):

c) Description of the assistance activity:

d) Duration of the assistance provided/received:

e) State(s) or organization(s) that provided/received the assistance:

i. Organized crime, drug trafficking and terrorism

j Other la France apporte une contribution financière et/ou une assistance sur le

terrain pour des opérations concernant la sécurisation des sites de stockage. La France a participé à différents programmes de l'OSCE ou dans le cadre du MSAG (multinational small arms group).

Provided ▼

a) Nature of the assistance:

i) financial

ii) technical

b) Amount of assistance provided/received (if financial):

c) Description of the assistance activity:

d) Duration of the assistance provided/received:

e) State(s) or organization(s) that provided/received the assistance:

---

**Any further comments on PoA and ITI, including implementation challenges and opportunities?**

S'agissant de la base IArms (ancien système IWeTs), après un examen approfondi des modalités de son utilisation, les services de police français en charge de la coopération internationale ont décidé en avril 2014 de faire usage de cette base de données.

Additional information may be uploaded/attached, if necessary:

[Download](#)

**SECTION 10: VIEWS AND INFORMATION TO BE SUBMITTED**

**Views to be submitted pursuant to the Review Conference outcome**

27. In the 2012 Review Conference Outcome document on the International Instrument to Enable States to Trace, in a Timely and Reliable Manner, Illicit Small Arms and Light Weapons (International Tracing Instrument), States undertook to “provide further information in their national reports, and to request the Secretary-General to submit an initial report, drawing on views of States, on experiences on the following issues, for their consideration at relevant future meetings decided upon at this Conference” (A/CONF.192/2012/RC/4, Annex II, B. 3(g)):

- a) The implications of recent developments in small arms and light weapons manufacturing, technology and design for effective marking, record-keeping and tracing;
- b) Practical steps to ensure the continued and enhanced effectiveness of national marking, record-keeping and tracing systems in the light of such developments;
- c) Relevant practices in relation to international assistance and capacity-building, including ways to support the transfer, uptake and effective utilization of relevant tools and technologies.

Additional information may be uploaded/attached, if necessary:

**Information on national marking practice**

28. Pursuant to paragraph 31 of the International Tracing Instrument, States will provide the Secretary-General with the following information, updating it when necessary:

- a) National marking practices related to marking used to indicate country of manufacture and/or country of import as applicable.

Additional information such as images and illustrations may be uploaded/attached, if necessary:

Note: Relevant information might have been provided in questions 4.2.1, 4.2.2 and 18.1 in this report.